

Pékin est prêt à aider l'Europe contre des avancées sur la réforme du Fonds monétaire international

Le Vieux Continent est devenu, en 2011, le principal destinataire des investissements chinois

Shanghai
Correspondance

La Chine est prête à s'impliquer davantage dans le Fonds européen de stabilité financière par le biais du Fonds monétaire international (FMI). En retour, elle attend des gestes des dirigeants européens, notamment sur la réforme du FMI.

Jeu­di 2 fé­vrier, le premier mi­nis­tre chi­nois, Wen Jiabao, avait dé­claré, lors de la vi­site d'An­gela Mer­kel, que Pé­kin « é­value les moy­ens de s'im­pliquer dav­antage », par le FMI, dans le fonds de sta­bilité mis en place pour se­courir l'euro. Li Daokui, con­seiller de la ban­que cen­trale chi­noise, ex­plique au *Monde*, sa­me­di 4 fé­vrier, que plu­sieurs mois ont été né­ces­sa­ires pour par­ve­nir à une dé­clar­a­tion ex­pli­cite de Wen Jiabao. « C'est un pro­grès pré­cieux, car nos di­rigeants ont fait d'im­por­tants ef­forts afin d'ex­pliquer au peup­le chi­nois pour­quoi il est né­ces­saire d'aider l'Eu­rope », con­state M. Li. In­itia­le­ment, beau­coup ne com­pre­naient pas, car les Eu­ro­péens sont plus ri­ches que les Chi­nois. »

En contrepartie, la Chine attend des responsables politiques européens « une déclaration sur leur volonté d'accélérer la réforme du FMI », dit M. Li. Pékin comprend que cette réforme est un processus complexe et donc pas instantané mais l'Union européenne (UE) disposant de plus d'un tiers des droits

de vote au sein du FMI, la Chine espère « une déclaration des Européens pour soutenir une accélération de la réforme des droits de vote au sein du Fonds et donner un rôle accru aux pays émergents dans la future direction du FMI », selon cet influent économiste.

Pour Li Daokui, Pékin attend aussi une « forme d'engagement général sur le libre-échange commercial et des détails sur le mécanisme du Fonds européen de stabilité financière ». Si, dès les prochains sommets, les dirigeants européens remplissent ces conditions, M. Li juge « très probable » que la Chine passe rapidement aux actions concrètes.

Position minoritaire

Wen Jiabao a profité de la visite de la chancelière allemande, de jeu­di à sa­me­di, pour essayer de cas­ser l'im­age d'une Chi­ne « rachetant » l'Eu­rope. « Cela ne cor­respond pas à la ré­a­lité. La Chi­ne n'en a ni l'in­ten­tion ni la ca­pacité », a dé­claré ven­dre­di le premier mi­nis­tre, selon le jour­nal *China Daily*.

Les entreprises chinoises voient dans la crise européenne une opportunité d'accroître leurs investissements. En novembre 2011, le fonds souverain chinois s'est dit prêt à participer directement au développement des infrastructures des pays européens, comme au Royaume-Uni. Il avait déjà acquis 30% des activités d'exploration et de production de GDF Suez au mois

d'août. Ce fonds, China Investment Corporation, a acquis 8,68% de Thames Water, gestionnaire des eaux de Londres, en janvier. Début février, le géant étatique chinois de la distribution d'électricité, State Grid, a pris 25% de Redes Energeticas Nacionais, l'électricien portugais. L'opération est intervenue après que la Compagnie des Trois-Gorges, qui gère le barrage, a pris 21% d'Energias de Portugal.

Une tendance claire s'est dégagée : les groupes étatiques chinois sont intéressés par les infrastructures publiques, l'énergie et les ressources naturelles en Europe. Mais ces prises de participation se font en position minoritaire, et de manière amicale, dans une logique guidée par le marché et de long terme. Car, en ces temps incertains, la Chine cherche du tangible.

Le secteur privé, lui, voit dans les entreprises européennes une possibilité de développer des marques fortes pour s'imposer auprès des consommateurs chinois et progresser sur le plan technologique. Ainsi du rachat par Sany, un groupe de Changsha, de l'allemand Putzmeister, spécialisé dans les machines industrielles de précision.

« Nos analyses montrent clairement que l'Europe est devenue en 2011 le principal destinataire des investissements chinois », explique André Loesekrug-Pietri, directeur du fonds A Capital à Pékin. Notamment l'Allemagne, qui « prouve que

l'on peut être un des pays les plus chers du monde et rester exportateur, ce que la Chine contemple pour le futur », analyse M. Loesekrug-Pietri. ■

HAROLD THIBAUT